

LE POINT SUR L'ÉCONOMIE DE SEPT-ÎLES

Actes

Document synthèse

Du 4 au 6 février 2015
Centre des congrès de Sept-Îles



Table des matières

INTRODUCTION	1
SEPT-ÎLES, AU-DELÀ DES RESSOURCES	2
PORTRAIT TERRITORIAL	4
PORTRAIT SOCIOÉCONOMIQUE SOMMAIRE DE SEPT-ÎLES	4
CONTEXTE ÉCONOMIQUE DES MINES ET DE LA MÉTALLURGIE	4
<i>Secteur minier</i>	5
<i>Quelques données sur les entreprises existantes du secteur minier et métallurgique.....</i>	6
<i>Secteur de la transformation de l'aluminium (Côte-Nord).....</i>	7
CONTEXTE ÉCONOMIQUE DU SECTEUR TOURISTIQUE	8
CONTEXTE ÉCONOMIQUE DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE	9
CONTEXTE ÉCONOMIQUE DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION ET DES SERVICES INDUSTRIELS, COMMERCIAUX ET PROFESSIONNELS	11
CONTEXTE ÉCONOMIQUE DU SECTEUR DE LA CULTURE ET DES LOISIRS	12
RÔLE ÉCONOMIQUE DE UASHAT MAK MANI-UTENAM.....	14
ALLOCATION MINISTÉRIELLE	16
OUTILS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	17
VILLE DE SEPT-ÎLES, UN ACTEUR IMPORTANT DU DÉVELOPPEMENT	17
CORPORATION DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE SEPT-ÎLES (CPESI)	17
INSTITUT NORDIQUE DE RECHERCHE EN ENVIRONNEMENT ET EN SANTÉ AU TRAVAIL (INREST)	18
ACTIONS PAUVRETÉ SEPT-ÎLES (APSI).....	20
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE SEPT-ÎLES (DÉSI)	21
<i>Plan directeur du développement industriel</i>	21
<i>Analyse du mix commercial</i>	22
RESSOURCES STRATÉGIQUES	22
SECTEUR DE LA MAIN-D'ŒUVRE	22
SECTEUR DES TRANSPORTS	23
SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.....	25
<i>Services de santé.....</i>	25
<i>Services communautaires</i>	25
SECTEUR DE L'ÉDUCATION ET DE LA RECHERCHE.....	26
<i>Éducation</i>	26
<i>Recherche et transfert technologique.....</i>	27
REMERCIEMENTS.....	29

Introduction

L'événement « Le point sur l'économie de Sept-Îles » est une initiative de Développement économique Sept-Îles (DÉSI).

DÉSI est une organisation à but non lucratif qui offre, depuis sa fondation en 1974, le soutien nécessaire à la mise en place et à la réalisation de projets d'affaires de toute envergure. La mission de DÉSI consiste à promouvoir les attraits et les avantages de la municipalité de Sept-Îles auprès des investisseurs afin de favoriser le développement économique et d'améliorer la qualité de vie de la population à Sept-Îles.

L'idée de faire un bilan des activités économiques de Sept-Îles a émergé en 2013 au moment où les effets d'un ralentissement économique commençaient à se faire sentir. Il faut dire que jamais de toute l'histoire de la ville, il n'y avait eu un événement pour bien comprendre et faire connaître collectivement l'ensemble des secteurs économiques du territoire, c'est-à-dire les activités, les emplois, les retombées économiques et les perspectives relatifs à chacun d'eux.

Le moment s'avérait donc opportun pour faire le point sur l'économie de Sept-Îles et pour se questionner sur sa provenance, sa composition, son état actuel et ses perspectives d'avenir. Ainsi, la présence des acteurs économiques de tous les milieux était requise pour que chacun puisse connaître la situation des uns par rapport aux autres, et l'importance de chaque segment de l'économie locale.

« Le point sur l'économie de Sept-Îles » s'est tenu du 4 au 6 février 2015 au Centre des congrès de Sept-Îles. Plus de 180 personnes en provenance de petites, moyennes et grandes entreprises, des élus municipaux, des représentants politiques et d'organismes de développement, environnementaux, sociaux et communautaires ont participé à cet événement.

Le programme a été élaboré en fonction de 3 grands thèmes :

- Le **portrait territorial** en présentant les principaux secteurs d'activités;
- Les **outils du développement durable**, c'est-à-dire les études et les initiatives entreprises par le milieu au cours des dernières années pour assurer un développement cohérent et structuré;
- Les **ressources stratégiques**, soit les attributs et services nécessaires pour assurer un développement soutenu à Sept-Îles.

Ce document se veut une synthèse des propos tenus lors de cet événement et représente les faits saillants des 19 présentations et des 17 capsules vidéo qui y furent présentées. À une exception près, elles sont disponibles sur le site Internet de DÉSI à : http://www.deseptiles.com/fr/le-point-sur-leconomie_78/.

Sept-Îles, au-delà des ressources

- Le Québec possède beaucoup de richesses si mises en valeur, le rendrait plus indépendant envers les transferts fédéraux. Il faut libérer le potentiel du Québec en commençant par le vôtre à Sept-Îles.
- Pour la première fois en 20 ans, la croissance économique de la Chine ralentit, ce qui affecte le prix de toutes les ressources.
- Le Québec pourrait profiter de l'élan de l'économie aux États-Unis. En revanche, l'Europe est à la traîne et il s'agit du plus important client de la Chine, conduisant à un ralentissement de la production de celle-ci, ce qui signifie l'achat de moins d'intrants, dont les ressources naturelles comme les métaux.
- Alors que la Chine ralentit la cadence, il y a les vedettes d'hier comme le Brésil, la Russie et la Turquie qui reviennent jouer dans la ligue américaine.
- Il faut une croissance globale de l'économie de 4 % pour que le prix des métaux augmente. Pour cette année, les projections de croissance sont de 3,5 %, ce qui signifie que les prix n'augmenteront pas vraiment et il en restera ainsi tant qu'il n'y aura pas de redressement global.
- La remontée du cours des métaux suivra celle du pétrole et sera très graduelle. Tout marche en cadence.
- Sept-Îles vit toujours au rythme de l'industrie du fer, mais l'arrivée de l'Aluminerie Alouette a marqué le début d'une diversification économique; le milieu est en évolution.
- Il faut ouvrir le territoire avec le prolongement de la route 138.
- Sept-Îles est une ville de ressources, il faut l'accepter. Il faut reconnaître sa vraie nature pour bâtir la suite.
- Sept-Îles, c'est l'ouverture vers le golfe, vers le Grand Nord, vers la mise en valeur. C'est la frontière qui permettra d'aller plus loin.
- Sept-Îles a un rapport de force plus faible, d'où la nécessité de mieux faire connaître la région.
- À l'instar de plusieurs endroits au Québec, il n'y a pas de champion régional.
- Les atouts sont nombreux : une région riche en ressources, des infrastructures portuaires de premier plan, des institutions comme le Cégep qui sont actives, une population plus jeune, l'ouverture à des collaborations entre les communautés, etc.
- Quand il y a un ralentissement, c'est le moment d'installer les assises pour le futur, car il y a une disponibilité de la main-d'œuvre à un coût raisonnable.
- Le gaz naturel est nécessaire pour diversifier l'offre énergétique.
- En attendant la reprise, il faut stimuler l'entrepreneuriat, travailler à une plus grande acceptabilité sociale, stabiliser la population, se faire connaître et saisir les occasions.

Source : Présentation - Sept-Îles, au-delà des ressources, René Vézina, Journal Les Affaires.

Enjeux globaux

- Stimuler l'entrepreneuriat entre autres dans les institutions d'enseignement.
- Évaluer et améliorer le rapport avec le reste du Québec.
- Obtenir l'attention du gouvernement.
- Parler d'une seule voix.
- Continuer à mettre en commun l'ensemble des intervenants pour développer des solutions ensemble.
- Refaire une telle activité régulièrement (intervalles proposés variables).
- Organiser un exercice similaire pour les secteurs sociaux et environnementaux pour bien comprendre les enjeux de ces dimensions.
- Améliorer la notoriété des produits locaux.
- Développer des produits de niche.
- Limiter le « Fly in, fly out ».
- Faire connaître les « success stories » entrepreneuriaux.
- Implantation du gaz naturel.

Pistes d'actions

- Intégrer de jeunes entrepreneurs et professionnels sur des comités ou des tables de concertation.
- Créer une table ou un comité de développement pour trouver des solutions aux principaux défis de chacun des secteurs.
- Établir un plan de développement stratégique commun en impliquant tous les partenaires locaux (municipaux, provinciaux et fédéraux) en développement économique.
- Mettre sur pied un comité de diversification économique impliquant tous les partenaires locaux (municipaux, provinciaux et fédéraux) en développement économique.
- Produire un « livre blanc » Sept-Îles après la tenue des 3 événements pour que toutes les parties prenantes aient une compréhension explicite des enjeux économiques, sociaux et environnementaux.
- Développer un « label » pour les produits « Made in Sept-Îles ».
- Encourager l'achat local de biens et services.
- Développer le LEAN.
- Encourager les compagnies à moduler les quarts de travail.
- Fractionner les contrats privés et publics dans tous les secteurs économiques.
- Organiser des rencontres avec les gens d'affaires sur des intérêts communs.

PORTRAIT TERRITORIAL

Portrait socioéconomique sommaire de Sept-Îles

- L'évolution de la population à Sept-Îles a progressé en fonction de ses développements industriels.
- Depuis 2001, même pendant les périodes de croissance, la MRC de Sept-Rivières affiche un solde migratoire négatif, à l'exception de 2010-2011.
- Les perspectives démographiques de 2001 à 2036 prévoient un accroissement de la population de la MRC de Sept-Rivières de 5,5 %. Cependant, celle-ci vieillira de 3,6 ans au cours de la même période.
- Bien que le rapport de dépendance démographique soit demeuré relativement similaire en 2011 par rapport à 1986, les personnes dites « dépendantes » sont plus âgées en 2011 qu'en 1986.
- L'indice de remplacement démontre qu'il faut désormais se tourner vers la migration pour combler les postes laissés par les départs à la retraite.
- Environ le quart seulement de la population de Sept-Îles connaît les deux langues officielles.
- Le taux de diplomation professionnelle ou technique est plus élevé à Sept-Îles par rapport aux moyennes régionale ou provinciale.
- En 2011, Sept-Îles affichait un faible taux de chômage, soit 6 %. Bien que les statistiques ne soient pas disponibles, il est possible de supposer que ce taux a depuis progressé avec les mises à pied annoncées.
- Bien que le nombre d'emplois soit plus important dans le secteur primaire à Sept-Îles qu'à l'échelle du Québec, près des trois quarts des emplois sont dans le secteur tertiaire.
- L'indice entrepreneurial de Sept-Rivières est nettement moins élevé que celui au Québec et au Canada.
- Le poids économique de Sept-Îles (PIB) est plus important que son poids démographique provincial.
- Le revenu disponible par habitant est plus élevé dans Sept-Rivières qu'à l'échelle du Québec, cependant, le revenu discrétionnaire à Sept-Îles y est légèrement inférieur.
- Le rapport de dépendance économique est moins élevé dans Sept-Rivières qu'au Québec.

Source : Présentation - Portrait socioéconomique de Sept-Îles – version sommaire, Développement Économique Sept-Îles.

Contexte économique des mines et de la métallurgie

- Il y a une surcapacité de production de minerai de fer dans le monde.
- Historiquement, les 2 derniers cycles des ressources naturelles se sont produits selon 2 phases : 20 ans de sous-investissement (ex. : 1982-2002) suivis de 10 ans de surinvestissement (croissance).
- Deux signes indiquent que la période de sous-investissement est amorcée : le prix des ressources naturelles a beaucoup chuté et le coût pour financer la dette des compagnies minières a fortement augmenté.
- Il importe d'attirer des investissements sur le territoire, car peu importe ce qui arrive aux promoteurs (entreprises) qui les exploitent, les actifs restent.

Source : Capsule – Mines et métaux, partie 1, Serge Morin, Financière Banque Nationale.

Secteur minier

- La connaissance géoscientifique du territoire conduit à des travaux d'exploration qui, eux, donnent lieu à des investissements. Le gouvernement investit 12 M\$ par année pour améliorer les connaissances géoscientifiques au Québec.
- Le processus de développement minéral comprend 4 étapes, en particulier, outre les phases pré-exploration et post-fermeture qui sont : exploration (durée moyenne de 7 à 10 ans), aménagement (5 à 10 ans), exploitation (5 à 30 ans) et fermeture (2 à 10 ans).
- Le fer est la principale substance minière produite au Québec en termes de valeur. En 2013, la valeur de la production des mines de fer représente 36 % (2,8 milliards de dollars) de la valeur de la production minérale totale de la province.
- Quatre projets pour du minerai de fer sont à l'étape de mise en valeur, c'est-à-dire qu'il existe minimalement une évaluation économique préliminaire. S'ils se réalisent, ces projets pourraient représenter des investissements de plus de 24 milliards de dollars et créer tout près de 5 000 emplois. Les gisements sont situés à proximité de Fermont, Schefferville et du Lac Otehluk. Le minerai transiterait par le port de Sept-Îles.
- Un projet d'exploitation d'apatite à proximité de Sept-Îles a franchi l'étape de l'évaluation par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Il représente un investissement de 900 M\$ et créerait environ 275 emplois.
- Deux projets pour la mise en valeur du graphite sont à l'étude. La production de l'un deux transiterait par Sept-Îles alors que l'autre vraisemblablement par Baie-Comeau. Les investissements seraient d'environ 315 M\$ et créeraient 160 emplois.
- Le prix du fer a brutalement chuté en un an. En fait, il est passé de 37 \$/t (62 % - CFR – Chine) en 2006 pour atteindre 168 \$/t en 2011. En 2014, il était de 96 \$/t et il n'est pas possible de prédire les prix pour le futur.
- Le nombre d'emplois du secteur minier sur la Côte-Nord est passé de 2 545 emplois en 2005 à 4 446 emplois en 2013. La plupart de ces emplois sont générés par les mines de fer dont les emplois sont passés de 2 191 à 3 854 au cours de cette période.
- La baisse du prix du fer aura pour effet de diminuer le nombre d'emplois dans ce secteur, mais il demeurera tout de même plus élevé qu'au cours de la dernière décennie.
- Selon le modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec, chaque emploi direct dans le secteur minier crée 0,9 emploi indirect.

Source : Présentation – Portrait du secteur minier, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Quelques données sur les entreprises existantes du secteur minier et métallurgique

Rio Tinto IOC

- L'entreprise emploie près de 2 500 travailleurs, dont environ 550 dans ses installations de Sept-Îles.
- Au cours des dernières années, IOC a investi 1,2 milliard de dollars pour accroître sa production et près de 500 millions de dollars (M\$) en maintien de ses actifs dans ses installations.
- L'entreprise souhaite atteindre une production de 20 millions de tonnes (Mt) dans les 2 prochaines années.
- La capacité du chemin de fer QNS&L est de 80 Mt. Présentement, 20 Mt y sont acheminés.
- Les projets en capitaux pour maintenir la production représentent entre 30 et 50 M\$ par année à Sept-Îles.
- L'objectif pour les prochaines années est d'augmenter la productivité. Il y a des défis d'entretien, de fiabilité des équipements et de mobilisation de la main-d'œuvre.

Aluminerie Alouette

- Aluminerie Alouette produit 600 000 tonnes d'aluminium primaire par année.
- L'entreprise emploie environ 1 100 personnes à Sept-Îles et génère des retombées économiques annuelles estimées à 340 M\$.
- L'entreprise a un plan d'investissement en capitaux de 30 M\$ par année.
- Le plan 60-60 de l'entreprise prévoit la diminution des dépenses de 60 M\$ sur un horizon de 3 à 4 ans tout en produisant 60 000 tonnes supplémentaires.
- L'obtention d'un tarif énergétique préférentiel renforcerait la compétitivité des alumineries au Québec.
- L'accès au gaz naturel permettrait à Aluminerie Alouette de réduire son empreinte écologique et son coût énergétique.
- La phase III d'expansion représenterait des investissements de 1,5 milliard de dollars et porterait sa production à 1 Mt par année en plus de créer environ 250 emplois directs.
- L'entreprise travaille sur 2 axes : maximiser l'utilisation des actifs existants et rendre Aluminerie Alouette plus attrayante pour des investissements futurs.
- Aluminerie Alouette, tout comme IOC, a besoin de la contribution des entreprises fournisseurs de biens et services ainsi que de ses employés pour trouver des solutions innovantes pour diminuer les coûts et maximiser la production et la fiabilité.

Source : Capsule vidéo Mines et métaux, partie 2 et période d'échanges.

Secteur de la transformation de l'aluminium (Côte-Nord)

- AluQuébec a travaillé à l'élaboration d'une cartographie de la transformation de l'aluminium. Cette cartographie permet, entre autres, de cerner les carences dans la chaîne de valeurs notamment quant à l'offre de services.
- La cartographie montre également qu'il y a peu d'entreprises nord-côtières œuvrant dans le secteur de l'aluminium à titre d'équipementiers, de recycleurs, d'usineurs ou dans le domaine des transports et de la construction.
- Le portrait provincial montre, en effet, que la Côte-Nord est un petit joueur comptant pour à peine 1 % de la transformation de l'aluminium. La proximité des alumineries dans la région ne contribue donc pas à accroître le nombre de transformateurs nord-côtiers de l'aluminium ni la quantité de transformation de l'aluminium.
- 18 entreprises œuvrent dans le secteur de l'aluminium sur la Côte-Nord
 - 2 alumineries
 - 5 entreprises dans le secteur de la construction
 - 4 équipementiers
 - 4 recycleurs
 - 2 usineurs
 - 1 entreprise dans le secteur des transports
- La Côte-Nord ne fait pas partie de la Vallée de l'aluminium comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean, et par conséquent, ne bénéficie pas des avantages fiscaux (crédits d'impôt) associés à la transformation de l'aluminium.
- La raison du peu de transformation de l'aluminium sur la Côte-Nord repose essentiellement sur 2 facteurs : il n'y a pas d'avantage quant au prix payé pour l'aluminium primaire par rapport à ailleurs et les frais de transport ainsi que les risques qui y sont associés sont plus élevés.
- La transformation de l'aluminium se fait à proximité des marchés à desservir (clients-utilisateurs ou consommateurs).
- Pour les équipementiers, la proximité des alumineries est importante.
- Plusieurs opportunités se présentent dans le domaine de la transformation de l'aluminium notamment pour le secteur des transports, de la communication et de l'emballage ainsi que pour un laminoir et une presse de grandes extrusions.
- AluQuébec a identifié des créneaux porteurs sur lesquels la grappe souhaite travailler plus spécifiquement : transport terrestre ainsi que ponts et passerelles.
- Des marchés de niche à valeur ajoutée se libéreront dans un avenir prochain.

Source : Présentation – Transformer l'aluminium, AluQuébec.

Enjeux secteur minier

- Attirer les investissements sur le territoire.
- Trouver des solutions innovantes pour les GDO par les PME et ainsi les exporter.
- Identifier des créneaux à valeur ajoutée.

Pistes d'actions

- Cartographier l'offre de services afin d'identifier des opportunités et des débouchés potentiels.
- Opportunités pour la transformation de l'aluminium dans le secteur des transports terrestres et ponts et passerelles, de la communication et de l'emballage ainsi que pour un laminoir et une presse de grandes extrusions.

Contexte économique du secteur touristique

- Il y a plusieurs types de tourisme à Sept-Îles : tourisme d'aventure, tourisme industriel et commercial, tourisme de plein air ainsi que tourisme culturel. Le plus important est sans contredit le tourisme d'affaires qui compose l'essentiel de la clientèle hôtelière (90 %).
- L'offre touristique de Sept-Îles : plein air, nautisme, musée et patrimoine, gastronomie locale, événements ainsi que culture autochtone.
- Il y a 21 établissements d'hébergement à Sept-Îles comparativement à 171 dans Duplessis.
- Il y a environ 500 chambres pour héberger les touristes à Sept-Îles.
- Pour ce qui est des retombées économiques, le tourisme est le 4^e produit d'exportation au Québec et représentait 2,45 % du PIB en 2011, soit une contribution plus élevée que l'agriculture, les mines, la première transformation des métaux ou l'aérospatial. Il n'est pas possible d'obtenir de telles données aux niveaux régional et local.
- Les retombées économiques directes reliées au tourisme à Sept-Îles sont estimées à environ 20 M\$, soit environ 9 M\$ pour l'hébergement (taux d'occupation estimé à 50 % et tarif moyen de 100 \$ par jour) ainsi qu'environ l'équivalent pour les dépenses de restauration et les achats.
- L'année 2012 a été une année record en termes de taux d'occupation, soit environ 68 %. Cette situation découle de l'arrivée du Plan Nord, du projet d'agrandissement d'ArcelorMittal et des infrastructures portuaires avec le quai multiusager.
- Depuis 2012, le taux d'occupation a diminué de 17 %. Cela se traduit par environ 15 000 nuitées en moins et une perte directe de revenus estimée à 1,5 M\$ dans le secteur de l'hébergement. L'année 2014 serait d'ailleurs la pire année depuis 2008 à cet égard.
- La diminution de la demande s'accompagne d'une augmentation de l'offre de l'ordre de 20 %.
- Les statistiques d'achalandage à Sept-Îles montrent une progression entre 2013 et 2014 allant de 9 % pour l'Île Grande-Basque et le Lac des Rapides à 16 % pour la maison du tourisme, à 56 % pour le camping sur l'Île Grande-Basque et de 75 % pour la location d'embarcations au Lac des Rapides.
- Sept-Îles accueille des bateaux croisières depuis 2009, ce qui permet d'attirer une nouvelle clientèle touristique, surtout présente entre les mois d'août et d'octobre, ce qui permet d'allonger la saison touristique.

- Les croisières internationales au port d'escale de Sept-Îles de 2009 à 2014 ont procuré des revenus moyens totaux estimés de 1 500 000 \$. En tout, ce sont 22 000 passagers et 12 000 membres d'équipage qui sont venus à Sept-Îles. Il est estimé que 80 % des passagers visitent la destination et 50 % des membres de l'équipage. La dépense moyenne pour chacun des 2 groupes est respectivement de 40 \$ pour les passagers et de 48 \$ pour les membres de l'équipage.
- La croissance moyenne est de 4 % par année dans l'industrie des croisières.
- Destination Sept-Îles Nakauinanu souhaite se classer parmi les 15 premières destinations sur les 40 du Canada et de la Nouvelle-Angleterre pour 2020.
- Plusieurs défis doivent également être relevés notamment pour ce qui est de la signalisation, la forfaitisation, la main-d'œuvre, les distances ainsi que pour passer d'une courte saison estivale à un développement touristique à l'année. Des solutions pour y arriver consisteraient à travailler sur l'accueil d'événements et de congrès, le développement du sport hivernal notamment des collaborations entre les clubs de motoneiges, l'amélioration des infrastructures d'accueil et du service à la clientèle ainsi que l'augmentation du taux de bilinguisme, etc.

Sources : Présentation – Portrait de l'industrie touristique, capsules vidéo sur le tourisme et période d'échanges.

Enjeux secteur touristique

- Provoquer le déplacement.
- Développer la signalisation, la forfaitisation, la main-d'œuvre, l'attrait des distances ainsi que passer d'une courte saison estivale à un développement touristique à l'année.
- Impliquer davantage les entreprises privées dans le développement touristique.

Pistes d'actions

- Travailler sur l'accueil d'événements et de congrès.
- Développer le sport hivernal par des collaborations entre les clubs de motoneiges.
- Améliorer les infrastructures d'accueil et du service à la clientèle.
- Augmenter le taux de bilinguisme.
- Miser sur le développement.

Contexte économique du secteur bioalimentaire

- Le bioalimentaire sur la Côte-Nord représente 210 M\$, soit 3 % du PIB régional. L'industrie fournit 5 900 emplois, ce qui constitue 13 % des emplois régionaux. Ces emplois se répartissent dans les domaines de la pêche commerciale, l'aquaculture, l'agriculture, la transformation alimentaire, le commerce de gros, le commerce de détail et la restauration.
- Le moratoire sur la pêche à la morue dans les années 90 a complètement changé cette industrie. La pêche de poissons de fond devient de plus en plus rare alors que la pêche des crustacés s'accroît (crevettes, crabe des neiges). Ces espèces sont plus lucratives que les poissons de fond.

- Dans la MRC de Sept-Rivières, il y a 4 usines de transformation des produits marins dont une qui est l'entière propriété des autochtones. Les débarquements se chiffrent à plus de 3 millions de kilogrammes dans la MRC en 2013.
- En 2013, dans la MRC de Sept-Rivières, on compte 29 entreprises de pêche en activité, 49 aides-pêcheurs et 2 entreprises aquacoles.
- Le secteur de la capture fournit 78 emplois et celui de la transformation en usine 170 emplois. La valeur des débarquements en 2013 était de 10,2 M\$ et la valeur des produits finis de 11,1 M\$ dans la MRC de Sept-Rivières.
- Depuis 2009, il se fait de l'aquaculture dans la Baie de Sept-Îles. L'entreprise Purmer fait l'élevage de la moule à proximité de l'île Grosse-Boule. Elle projette d'élever d'autres espèces dans un avenir prochain.
- Le ministère travaille avec Merinov à développer de nouvelles espèces comme la crevette de roche, plus grosse, moins abondante et plus recherchée.
- Il existe une quinzaine d'entreprises agricoles dans la MRC de Sept-Rivières dont la majorité est à Sept-Îles. Les surfaces exploitées représentent 1 300 hectares en culture et les principales productions sont l'horticulture ornementale, le bleuet nain, la fraise et la framboise en autocueillette. Ces entreprises génèrent des revenus d'un million de dollars et environ une vingtaine d'emplois.
- Le secteur des petits fruits est très prometteur pour l'industrie bioalimentaire nord-côtière. À Sept-Îles, le bleuet se distingue de plus en plus compte tenu des conditions exceptionnelles à sa culture (microclimat, plus de clarté l'été, etc.). Certains affirment que la fraîcheur du climat augmenterait la quantité d'antioxydants contenus dans ce fruit. La superficie consacrée à la culture du bleuet dans la MRC de Sept-Rivières est passée d'environ 100 hectares en 1993 à plus de 600 hectares en 2014.
- Le potentiel de développement se présente sous 2 principaux volets. Les surfaces potentielles recensées pour la culture de la canneberge dans la MRC couvrent quelque 2 000 hectares dont environ 500 hectares pourraient être exploités. Le potentiel pour le bleuet couvre une superficie cartographiée et validée de 10 000 hectares et ce chiffre pourrait même atteindre 23 000 hectares. La superficie de 635 hectares exploitée actuellement devrait tripler d'ici 5 ans.
- En termes économiques, l'exploitation de 10 000 hectares de bleuet pourrait correspondre à l'équivalent de 50 emplois à temps plein, un investissement direct dans le milieu de 25 M\$ et un revenu brut annuel de récolte d'approximativement 7 M\$.
- De plus en plus, des cultures d'arbustes fruitiers adaptés au climat nordique font leur apparition sur le territoire comme le camésier et l'argousier. Le revenu potentiel de ces cultures est d'environ 20 000 \$ par hectare par année.
- La maîtrise du climat et des sols est capitale pour identifier les cultures appropriées pour la région. La saison est courte et il faut choisir les produits en conséquence.
- La pénurie de main-d'œuvre demeure un défi constant pour le secteur de l'agriculture ainsi que l'éloignement pour la commercialisation des produits à l'extérieur du territoire. Il y a aussi l'enjeu de l'accès au territoire ainsi que celui de la disponibilité de nouveaux capitaux.
- Pour stimuler le secteur bioalimentaire, il faut encourager l'achat de produits locaux, apprendre à les apprêter et les faire connaître à d'autres.

Sources : Présentation – Portrait du secteur bioalimentaire, capsules vidéo sur le bioalimentaire et période d'échanges.

Enjeux secteur bioalimentaire

- Pénurie de main-d'œuvre.
- L'éloignement est un obstacle pour la commercialisation des produits bioalimentaires.
- Mettre en valeur les produits locaux.
- Combler l'offre de fruits et légumes à Sept-Îles.
- Connaître nos produits, les faire connaître et savoir s'en servir.

Piste d'actions

- Développer davantage le secteur des petits fruits, des champignons et de la biomasse.

Contexte économique du secteur de la construction et des services industriels, commerciaux et professionnels

- Le tissu économique de Sept-Îles est bâti autour des grandes entreprises. Des entreprises locales ont vu le jour pour répondre aux besoins des grandes entreprises.
- L'entrepreneuriat devrait davantage être encouragé et valorisé dans la région, notamment par les institutions d'enseignement.
- Lorsqu'une grande entreprise décide de rationaliser, les impacts se font immédiatement ressentir sur les PME fournisseurs de biens ou de services. Il en résulte souvent des pertes d'emplois, ce qui affecte la consommation locale. L'arrêt des activités de Cliffs Natural Resources a entraîné une baisse d'activités de près de 25 % dans certaines PME locales.
- Depuis plus d'une vingtaine d'années, Sept-Îles cherche à diversifier son économie. L'approvisionnement de la région en gaz naturel favoriserait la transformation des ressources naturelles comme le fer.
- La diversification de leurs activités permet aux PME de la région d'élargir leur gamme de services et d'obtenir de nouveaux contrats auprès des grands donneurs d'ordre ou de nouveaux marchés.
- En région, il est possible de faire des développements pour se démarquer des autres et créer un rayonnement qui dépasse les frontières de la région.
- Localement, une entreprise peut se démarquer grâce à sa proximité et à sa connaissance du territoire.
- L'industrie de la construction comporte plusieurs particularités : mobilité de la main-d'œuvre, activités cycliques et saisonnières, syndicalisation obligatoire, regroupement de petites entreprises qui doivent être membres d'une des associations reconnues, etc.
- Il existe 4 secteurs dans le domaine de la construction : résidentiel, industriel, commercial et institutionnel ainsi que génie et voirie.
- Les dépenses en construction ont totalisé 2,88 milliards de dollars en 2014 sur la Côte-Nord, soit environ 100 M\$ de moins qu'en 2013.
- En 2014, ce sont 3 500 travailleurs résidents sur la Côte-Nord qui ont rapporté des heures à l'industrie de la construction, dont 810 de Sept-Îles. Plus de 94 % d'entre eux (3 300) ont travaillé sur la Côte-Nord.

Les retombées économiques se sont donc réalisées directement dans la région. Par ailleurs, 92 % du volume de travail a également été fait dans la région.

- La Côte-Nord compte 260 employeurs.
- Depuis 4 ans, le volume de travail s'est maintenu à un niveau exceptionnel dans la région. Un record d'activité de tous les temps a été enregistré en 2012 avec 10,3 millions d'heures enregistrées. La région a maintenu un niveau de travail élevé en 2013 avec 8,5 millions d'heures travaillées pour baisser à 6,5 millions en 2014. La baisse des heures de construction devrait se poursuivre en 2015, mais à un rythme plus modéré, soit de 6% par rapport à 2014.
- Les perspectives de projets dans la région sont celles de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont et dont les travaux devraient s'échelonner de 2015 à 2021 ainsi que l'usine de silicium métal de FerroQuébec à Port-Cartier dont la construction est prévue de 2015 à 2017. D'autres projets en cours comme le complexe hydroélectrique la Romaine et son raccordement au réseau, le centre de détention de Sept-Îles, des travaux routiers sur la 138, etc., se poursuivront pour encore quelques années.

Sources : Présentation – Portrait du secteur de la construction, capsules vidéo et période d'échanges.

Enjeux secteur construction et services industriels, commerciaux et professionnels

- Mobilité de la main-d'œuvre.
- Activités cycliques et saisonnières.
- Syndicalisation obligatoire.
- Afin d'être compétitives, les entreprises doivent être membres d'une des associations reconnues.

Pistes d'actions

- Développer des marchés ailleurs au Québec et à l'international.
- Mise en place d'un Comité de maximisation des retombées économiques (COMAX).

Contexte économique du secteur de la culture et des loisirs

- Les activités culturelles ont un impact direct sur la qualité de vie et le dynamisme du milieu et sont essentielles pour attirer et retenir la population.
- Le secteur culturel de Sept-Îles se compose d'une vingtaine d'organisations culturelles œuvrant dans plusieurs disciplines : littérature, danse, chanson, musique, etc. Le milieu culturel septilien est riche, dynamique et varié.
- La population participe aux activités culturelles comme en témoignent ces statistiques :
 - École de ballet et l'Ensemble Tam Ti Delam : 600 inscriptions.
 - Festival du film Ciné 7 : 8 000 entrées.
 - Salon du livre : 9 000 entrées, soit l'équivalent du tiers de la population.
 - Vieux-Poste : 4 600 visiteurs.
 - Vieux-Quai en Fête AMASI : 25 000 personnes.
 - Innu Nikamu : 14 000 spectateurs.
 - Musée régional de la Côte-Nord : Entre 12 000 et 15 000 visiteurs (dont 2 000 à 4 000 jeunes).

- Pour ce qui est de la salle de spectacle Jean-Marc-Dion en 2013-2014 :
 - 50 000 spectateurs incluant les spectacles locaux. Depuis 2011-2012, l'assistance est en hausse de 35 %.
 - 40 partenaires scolaires, communautaires et d'affaires.
 - 5 emplois à temps plein.
 - 45 emplois à temps partiel.
 - Le chiffre d'affaires est passé de 995 207 \$ en 2011-2012 à 1 476 980\$ en 2013-2014, soit une augmentation de 32,5%. Plus de 70 % des revenus proviennent des ventes.
- La salle de spectacle contribue localement à l'économie par l'achat de biens et de services (2013-2014) :
 - Plus de 600 nuitées dans les établissements hôteliers locaux, ce qui représente environ 50 000 \$.
 - Investissement dans les médias régionaux pour 70 000 \$.
 - Achat de biens et de services chez les commerces locaux pour 120 000 \$.
 - Échange de services avec les commerçants locaux pour plus de 35 000 \$.
- Sept-Îles se classe au 2^e rang des grandes salles de spectacle dans l'Est du Québec avec un écart de seulement 30 000 \$ en chiffre d'affaires par rapport à Rimouski. Par ailleurs, l'assistance (vente de billets) est deux fois supérieure à Sept-Îles par rapport à Baie-Comeau.
- Les pistes de croissance :
 - Mettre en place une navette entre Port-Cartier et Sept-Îles les soirs de spectacle.
 - Tisser des liens plus solides avec le monde des affaires.
 - Développer les rapports avec la communauté innue.
 - Mettre en place un fonds de soutien aux arts vivants.
- Le rôle de la municipalité par le biais des taxes perçues consiste à assurer la construction, l'entretien et l'opération des équipements et des plateaux ainsi que la mise en place d'une structure d'encadrement sous la forme de services publics.
- Le budget du service des loisirs et de la culture de la ville avoisine les 11 M\$ cette année.
- Les principaux objectifs du service des loisirs et de la culture sont l'accessibilité, la complémentarité et l'autonomie.
- La municipalité n'applique pas une politique tarifaire basée sur le coût de revient des activités.
- Le plan des effectifs compte plus de 40 personnes à temps plein et environ 70 emplois-étudiants ou emplois à temps partiel.
- Pour ce qui est des activités récréatives et sportives, la ville compte 18 centres communautaires, 2 arénas et 7 patinoires, 2 piscines, 29 parcs munis d'équipements récréatifs et plusieurs plateaux extérieurs, etc. En ce qui concerne les activités culturelles, il y a une bibliothèque, un musée et 2 centres d'expositions (Vieux-Poste et Centre d'interprétation de Clarke-City), etc.
- La ville de Sept-Îles a signé la première entente de développement culturel (EDC) au Québec. Plusieurs projets ont pu obtenir du financement grâce à ce fonds.
- Un nouveau centre aquatique est en construction, il permettra de doubler la capacité d'accueil (de 150 baigneurs à 320) et sera mieux adapté pour la famille et les personnes handicapées.

Sources : Présentations – Portraits du secteur de la culture et des loisirs et période d'échanges.

Enjeux secteur culturel et loisirs

- Permettre l'accessibilité des infrastructures municipales à l'ensemble de la population liées à la culture, aux sports et loisirs.
- Éviter les situations de concurrence.
- Faciliter le financement de ce type d'activités.

Pistes d'action

- Mettre en place une navette entre Port-Cartier et Sept-Îles les soirs de spectacle.
- Tisser des liens plus solides avec le monde des affaires.
- Développer les rapports avec la communauté innue.
- Mettre en place un fonds de soutien aux arts vivants.
- Créer un forum ou portail ouvert qui permet aux travailleurs de connaître l'ensemble des loisirs sur le territoire.

Rôle économique de Uashat mak Mani-Utenam

- La population de la communauté a connu une croissance annuelle de 1,1 % de 2003 à 2011 et l'âge médian est de 20 ans. Selon les prévisions d'ITUM sur un horizon de 20 ans, la population devrait croître de 23 %.
- Deux des préoccupations du Conseil consistent à former les jeunes et favoriser la création d'emplois.
- ITUM est d'ailleurs en attente de l'annonce prochaine d'un centre d'éducation des adultes et de formation professionnelle qui serait situé dans la communauté, mais qui procurerait des services aux autres communautés autochtones de la région.
- Selon le plan d'urbanisme réalisé en 2011 et mis à jour en 2013, il manque 347 unités de logement pour la communauté d'Uashat et 297 unités de logement pour Maliotenam (en 2011). Donc, à un prix de 175 000 \$ par unité, cela représente plusieurs dizaines de millions de dollars d'investissement. En termes d'infrastructures à ajouter (aqueduc, rues, etc.), cela représente plusieurs centaines de millions de dollars.
- Le Conseil s'occupe d'un nombre important de services dits gouvernementaux.
- Activités gouvernementales :
 - Budget de 65 M\$
 - 900 emplois directs en période de pointe
 - 520 emplois, dont environ 400 emplois permanents et 100 emplois à contrat. Environ 20 % de la main-d'œuvre est non-autochtone.
 - Près de la moitié du budget est versé en salaires et bénéfices marginaux, incluant les services contractuels.
 - La fermeture de Cliffs affecte les revenus d'ITUM qui sont de 1,25 M\$ moindre cette année. Le défi pour l'année prochaine sera encore plus grand, car ITUM anticipe recevoir près de 5 M\$ en revenus autonomes en moins.

- Entités apparentées :
 - Chiffres d'affaires de 45 M\$
 - 25 M\$ en salaires, bénéfices marginaux et contrats
 - 150 emplois
- Soutien direct à la population : 20 M\$
- En tout, il se dépense environ 200 millions de dollars par année sur le territoire.
- Le plan de développement prévoit accroître les activités gouvernementales et commerciales.
- ITUM est ouvert à des partenariats avec la municipalité et les promoteurs de projets. Le Conseil souhaite que la communauté participe activement aux projets.

Source : Présentation – Contribution des Innus à l'économie de Sept-Îles.

Enjeux liés à la relation entre les Innus et les allochtones

- Faire connaître les zones à protéger et les zones à développer.
- Travailler ensemble : municipalités, promoteurs et premières nations.
- Retirer des retombées économiques lorsqu'ITUM donne son appui à des projets.
- Enrayer le racisme.

Pistes d'action

- Réaliser une cartographie des zones à protéger et des zones à développer du territoire québécois.
- Développer des activités communes (sociales, sportives et culturelles).

ALLOCATION MINISTÉRIELLE

- La stratégie maritime fait appel aux régions, les sollicite. Elle s'établit sur les besoins des régions.
- Le gouvernement souhaite investir dans les sites portuaires.
- Le gouvernement évalue les investissements publics et privés en infrastructures dans les ports pour les prochaines années à 2,4 milliards de dollars.
- Le port de Sept-Îles génère 4 000 emplois directs et indirects bien rémunérés.
- Le port de Sept-Îles possède un positionnement stratégique à l'entrée du corridor Saint-Laurent et des Grands Lacs. C'est une porte d'entrée importante pour le Nord et il fait partie d'un réseau portuaire stratégique. De plus, il génère des retombées qui se chiffrent à environ 1 milliard de dollars.
- Le gouvernement souhaite créer au Québec une dizaine de zones industrialo-portuaires et le port de Sept-Îles en ferait partie. Il s'agit de développer davantage les industries dans le domaine de la transformation.
- La stratégie prévoit la consolidation de chacun des pôles de croisières. L'industrie des croisières au Québec se développe à un rythme intéressant. Montréal et Québec sont les portes d'entrée, mais les régions sont également importantes et cette industrie génère des retombées économiques. Il faut travailler sous l'angle des zones où partir/arriver et prolonger le séjour.
- Un volet important de la stratégie maritime concerne la formation de la main-d'œuvre. Au cours des 3 prochaines années, l'industrie a besoin de 2 000 travailleurs, donc à court terme. Il s'agit d'emplois bien rémunérés et qui représentent des avenues intéressantes pour les jeunes.
- Dans le domaine maritime, il y a également toute la question des pêches. Il se fait déjà beaucoup de transformation, mais il en faut davantage et il faut prévoir les crédits à cet effet.
- Le parc d'hivernage de Sept-Îles aurait besoin d'être refait : 200 bateaux de pêche représentent 500 à 600 travailleurs et il faut que ces gens puissent prendre la mer.
- Le volet recherche, développement et innovation doit être davantage développé.
- La stratégie maritime c'est 30 000 emplois, des investissements privés souhaités, souhaitables et réalisables de 4 milliards de dollars, dont 3 milliards de dollars en infrastructures et des retombées fiscales de 3,5 milliards de dollars, et ce, sur un horizon de 15 ans.
- Il y aura des investissements à Sept-Îles compte tenu de sa position stratégique : stratégie maritime combinée au Plan Nord.
- Invitation à la communauté à travailler avec le gouvernement pour définir la stratégie et, par la suite, de la faire vivre en y ajoutant des volets.

Source : Allocution de M. Jean D'Amour, ministre délégué aux Transports et à l'implantation de la Stratégie maritime.

OUTILS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ville de Sept-Îles, un acteur important du développement

- Le budget annuel de la ville de Sept-Îles est d'environ 62 M\$. Le nombre d'employés permanents est de 175, 114 à temps partiel, 35 temporaires ainsi que 45 pompiers temporaires et permanents. La rémunération représente environ 20 M\$.
- Il est possible de favoriser un fournisseur local pour les achats de moins de 25 000 \$ (taxes incluses) et une marge de 5 % est autorisée pour permettre d'octroyer un contrat à un fournisseur local. Pour les projets de 100 000 \$ et moins, c'est-à-dire lorsqu'il n'est pas nécessaire d'aller en appel d'offres public et qu'il y a au moins 3 fournisseurs locaux ou de la MRC, l'octroi des contrats se limite à ces entreprises.
- Les achats en biens et services de la municipalité sont passés d'environ 34 M\$ en 2009 à environ 41 M\$ selon les prévisions de 2015. Environ 60 % sont pour des activités de fonctionnement alors que 40 % sont pour des activités d'investissement.
- Selon les données de 2010 à 2014, 50 % et plus des achats sont réalisés dans la MRC de Sept-Rivières, incluant Uashat-Malotenam.
- Selon le programme des dépenses en immobilisations (PDI), la ville prévoit faire des investissements d'environ 17,6 M\$ en 2015, 25,7 M\$ en 2016 et 20,3 M\$ en 2017. Les investissements se répartissent en quatre principaux groupes qui sont les travaux municipaux, les bâtiments, les parcs et autres infrastructures ainsi que les équipements (matériel roulant).
- La ville se dote d'outils de planification pour aider à se donner une vision comme le Programme particulier d'urbanisme (PPU) et le règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).
- Pour ce qui est des initiatives en développement durable, il y a l'étude visant à établir un Plan intégré de protection et de conservation (PIPC) de la source d'eau potable ainsi que les initiatives réalisées avec les corporations paramunicipales (CPESI et DÉSI).

Source : Présentation – Ville de Sept-Îles, un acteur important du développement.

Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles (CPESI)

- La CPESI est unique au Québec : il n'y a pas d'autre corporation municipale au Québec qui se dédit à l'environnement.
- Les décideurs de Sept-Îles doivent assurer un leadership pour obtenir un portrait complet en matière d'environnement sur son territoire. Il est essentiel de répondre à tous les besoins de connaissances quantitatives et qualitatives en environnement puisque lorsque l'on ne possède pas le bruit de fond probant, il est difficile d'identifier adéquatement les impacts potentiels, les mesures préventives, atténuantes ou correctives à prendre, le cas échéant. Il est alors suggéré d'appliquer le principe de précaution.

- Des travaux sont en cours de réalisation qui permettront d'acquérir de nouvelles connaissances environnementales et dont les données devraient être rendues publiques en 2015 :
 - Table de concertation sur la qualité de l'air : Étude visant à évaluer la qualité de l'air par secteurs jugés ou perçus à risque. De plus, la CPESI demeure favorable à l'établissement d'un indice de la qualité de l'air à Sept-Îles.
 - Inventaire des GES de la municipalité et de la collectivité.
 - Observatoire de la Baie de Sept-Îles.
 - Portrait des milieux naturels.
- Il faut des outils d'aide à la décision qui répondent aux principes du développement durable pour s'assurer d'une prise en compte équitable des 3 dimensions (environnement, social et économique). Pour cela, il faut des grilles d'analyse comme celle utilisée pour le projet de Mine Arnaud de la Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi.
- Les travaux réalisés à ce jour sont un pas dans la bonne direction, mais il reste toujours du travail à faire. Voici les propositions pour un horizon de 3 à 5 ans :
 - Planifications environnementales : Plan d'action en environnement, Plan directeur des milieux humides, Plan de protection de la biodiversité et Plan d'adaptation aux changements climatiques.
 - Orientations et politiques municipales : gestion écosystémique, encadrement municipal et reddition de comptes.
- Le gouvernement a également des responsabilités à prendre :
 - Statuer sur le concept d'acceptabilité sociale.
 - Accompagner les communautés touchées par le développement nordique.
 - La Société du Plan Nord doit aussi fournir l'expertise, les connaissances et les outils à mettre en place pour intégrer rapidement la dimension environnementale.
- Faire du développement durable consiste à prendre la meilleure décision dans les circonstances et non pas de prendre la décision idéale.
- La ville de Sept-Îles devra entreprendre une démarche intégrée de développement durable, ce qui requiert, entre autres, un cadre de participation publique. Plus de la moitié des municipalités de la taille de Sept-Îles ont adopté des politiques, des démarches, des stratégies ou des plans d'action en développement durable. En tout, ce sont 141 municipalités et MRC représentant 65 % de la population québécoise.

Source : Présentation – Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles (CPESI).

Institut nordique de recherche en environnement et en santé au travail (INREST)

- L'INREST a été créé en 2013. Les axes de recherche de l'INREST sont la santé au travail, la biotechnologie marine, l'environnement ainsi que la santé de la population, l'information et la vulgarisation. Ce dernier axe cherche à développer et adapter des outils facilitant le transfert des résultats de recherche et les

données à la population et aux travailleurs concernés pour qu'ils comprennent réellement les impacts les concernant.

- L'Observatoire poursuit plusieurs objectifs, dont celui d'actualiser et de consolider des données et mesures reliées à l'environnement. Ces informations permettent de projeter la capacité du milieu à accueillir des projets acceptables et sécuritaires pour la population et l'environnement, c'est-à-dire de savoir si le milieu est saturé pour certains paramètres.
- En 2014, l'INREST a conclu une entente de partenariat interrégional avec l'Institut des sciences de la mer à l'Université du Québec à Rimouski ainsi qu'avec l'Observatoire global du Saint-Laurent. Ce partenariat vise à établir un réseau d'observatoires environnementaux permettant de suivre l'évolution de la science de différents milieux bordant le Saint-Laurent.
- L'INREST peut jouer un rôle important pour la diversification économique pour permettre la réalisation de projets visant l'implantation de nouveaux secteurs industriels en milieu nordique.
- L'INREST a conclu un partenariat avec le Centre de recherche en biotechnologie marine (CRBM) en janvier 2015. Ce partenariat favorisera l'exploitation et la valorisation durables des ressources marines en régions nordiques (marchés nutraceutiques, pharmaceutiques et cosmétiques, des bioproduits industriels, etc.).
- Depuis sa création en 2013, l'INREST a permis :
 - La création de 2 emplois permanents.
 - Des retombées économiques régionales de plus de 300 000 \$.
 - Des retombées économiques dans des centres de recherche en partenariat pour plus de 150 000 \$.
- Présentement, l'INREST est financé à 100 % par des mandats. Cependant pour consolider les emplois des scientifiques et en accroître le nombre, l'INREST aurait besoin d'un financement complémentaire aux mandats d'environ 385 000 \$ par année pour son fonctionnement.
- Plusieurs avenues sont envisageables pour assurer l'avenir et le développement de l'INREST sur la Côte-Nord comme :
 - Être le point d'ancrage d'un éventuel centre de développement en biologie marine, en partenariat avec la CRBM, pour permettre une meilleure exploitation du potentiel biomarin de la Côte-Nord et du Nord du Québec tel que décrit à l'axe 10 de la stratégie maritime.
 - Conseiller scientifique en environnement et en santé au travail pour les organismes gouvernementaux dans le développement du Plan Nord.

Source : Présentation – Institut nordique de recherche en environnement et en santé au travail (INREST).

Enjeux secteur de l'environnement et du développement durable

- Obtenir un portrait complet en matière d'environnement sur le territoire septilien.
- Obtenir un IQA (indice de la qualité de l'air) du gouvernement.
- Réaliser une démarche intégrée locale de la ville pour le développement durable.
- Élaborer un plan d'action en environnement.

Pistes d'action

- Inventorier les GES.
- Produire un plan d'action afin de réduire les émissions de GES de 20 % d'ici 2020.
- Préparer un plan directeur des milieux humides en concertation avec DÉSI.
- Mettre en place un comité de gestion intégrée de la Baie de Sept-Îles.
- Élaborer ou utiliser des outils d'aide à la décision qui répondent aux principes de développement durable.

Actions Pauvreté Sept-Îles (APSI)

- Les familles monoparentales vivent dans une plus grande précarité et pauvreté économique que les autres groupes de la population. Dans Sept-Rivières, elles représentent 31,3 % de la population. Le second groupe le plus pauvre est celui des personnes seules qui représente 22,7 % de la population.
- En 2010, le taux de faible revenu s'établissait à 12,1 % à Sept-Îles comparativement à 6,9 % en 2006.
- Près de 43 % des prestataires d'aide financière de dernier recours à Sept-Îles vivent avec des contraintes sévères, ce qui signifie qu'ils ne pourront jamais avoir un état de santé pour occuper un emploi.
- En 2012, le taux d'inoccupation des logements a chuté en général à 0,2 % et à 0 % pour les grands logements de 3 chambres. Ce phénomène est attribuable au boom économique qui génère du navettage (fly in, fly out) créant ainsi une pression sur les demandes de logement et entraînant une hausse générale du coût des loyers.
- Près de 35 % des ménages de Sept-Îles sont locataires de leur logement.
- À Sept-Îles en 2010-2011, environ 27 % des ménages locataires de leur logement consacraient 30 % ou plus du revenu total du ménage aux coûts d'habitation.
- L'augmentation des prix des loyers a été plus marquée pour les studios dont le loyer a cru de 46,8 % de 2004 à 2014. L'augmentation moyenne des prix de logements a été de 33,9 % au cours de cette période.
- Le nombre de paniers de dépannage par année est passé de 859 dépannages en 2010-2011 à 1 106 dépannages en 2012-2013 (+29 %). L'augmentation est plus marquée chez les personnes seules, suivie des couples avec enfants. Les utilisateurs de la soupe populaire du Centre d'intervention Le Rond-Point ont également connu une croissance.
- L'an dernier Transit Sept-Îles a récupéré 6 000 livres de nourriture prêt-à-manger provenant d'événements qui ont été distribuées auprès d'autres organismes d'hébergement.
- Les buts d'Actions pauvreté Sept-Îles sont :
 - Sensibiliser la population et ses décideurs aux problèmes de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

- Mobiliser et concerter les organisations pour trouver des solutions concrètes pour venir en aide aux démunis.
- Défendre les droits des personnes démunies vivant de l'exclusion sociale.
- Un comité social de soutien a récemment été créé à Sept-Îles pour aider les individus vivant de l'anxiété face au climat économique difficile.

Source : Présentation – Actions Pauvreté Sept-Îles (APSI).

Enjeux secteur communautaire

- Sensibiliser la population et ses décideurs aux problèmes de la pauvreté et de l'exclusion sociale.
- Mobiliser et concerter les organisations pour trouver des solutions concrètes pour venir en aide aux démunis.
- Défendre les droits des personnes démunies vivants de l'exclusion sociale.

Piste d'action

- Encourager les entreprises à adhérer au Programme de bénévolat corporatif du Centre d'action bénévole.

Développement économique Sept-Îles (DÉSI)

Plan directeur du développement industriel

- Même si Sept-Îles s'étend sur 160 kilomètres, il ne reste pas beaucoup d'espace pour du développement industriel.
- Un exercice a été entrepris en 2010-2011 dans le but d'établir un Plan directeur de développement des terrains industriels puisqu'il y avait alors une effervescence économique et plusieurs entreprises souhaitaient s'établir à Sept-Îles.
- Dans un premier temps, un inventaire de tous les terrains potentiellement intéressants à des fins industrielles a été dressé. Ensuite, une analyse des différents sites en fonction d'un certain nombre de critères d'évaluation a été réalisée.
- L'utilisation du territoire et certaines contraintes limitent l'espace disponible : localisation humaine, occupation actuelle des entreprises minières et métallurgiques, territoires et infrastructures touristiques, zones réservées ou protégées pour la pêche et l'agriculture, contraintes naturelles (milieux humides, marais salés, etc.), etc.
- La superposition de ces utilisations et contraintes du territoire a permis d'identifier des zones industrielles potentielles. L'idée consiste à optimiser l'espace disponible en fonction des besoins (demandes), mais aussi en considération des contraintes environnementales, biophysiques et humaines.
- Le concept est établi en fonction de plusieurs catégories : installation portuaire, site périportuaire multiusager et sites industriels.

- Il reste à choisir les zones les plus intéressantes en fonction des développements potentiels futurs. Une consultation à cet effet est d'ailleurs prévue.

Analyse du mix commercial

- En 2012, DESI a réalisé une étude portant sur l'analyse du mix commercial pour connaître l'offre de commerces à Sept-Îles et à Uashat versus la demande afin de déterminer les fuites commerciales et identifier des solutions pour modérer ces fuites.
- Il existe environ 290 entreprises commerciales qui génèrent près de 3 000 emplois.
- L'offre commerciale dépasse la demande des consommateurs. Cette situation s'explique par le fait que Sept-Îles est un pôle régional.
- Les fuites commerciales sont néanmoins évaluées à 46 M\$ et plusieurs stratégies d'amélioration de la situation sont proposées.

Source : Présentation – Développement Économique Sept-Îles (DESI).

RESSOURCES STRATÉGIQUES

Secteur de la main-d'œuvre

- La MRC de Sept-Rivières détient le plus grand nombre d'entreprises sur la Côte-Nord, soit environ 1 400 établissements. Il s'agit du tiers de l'ensemble des établissements de la Côte-Nord.
- Plus de la moitié (52 %) des entreprises de Sept-Rivières compte moins de 5 employés alors que seulement 5 % des établissements ont 50 employés et plus.
- Les 20 000 emplois sur le territoire se répartissent surtout dans les grandes catégories suivantes : 14 % dans le secteur commercial, 13 % dans l'extraction minière et 11 % dans le secteur de la santé et des services sociaux.
- Au cours des 5 prochaines années, 45 % de la main-d'œuvre en santé et services sociaux va être éligible à la retraite. Le défi de recrutement de la main-d'œuvre de ce domaine est donc très élevé.
- L'abolition de la prime de 8 % représente une perte de 8 à 10 M\$ dans l'économie de Sept-Îles et de Port-Cartier, soit l'équivalent de 160 emplois à 50 000 \$ par année. Il s'agit de la perte d'un incitatif pour l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre.
- Dans le domaine de la santé et des services sociaux, la Côte-Nord se classe désavantageusement en termes de taux de temps supplémentaire, taux de recours à la main-d'œuvre indépendante et taux de recours à l'assurance-maladie (ex. congés de maladie).
- Les pertes d'emplois chez Cliffs se sont échelonnées sur 1,5 année approximativement. Environ 600 emplois directs ont été perdus à Sept-Îles. Cela a un effet sur tous les autres secteurs de l'économie dont celui de la consommation (poissonneries, restaurants, etc.).
- Il s'agit d'emplois bien rémunérés. Ces travailleurs vont bien souvent préférer quitter la région pour se trouver un emploi similaire ailleurs (Ex. Mine de Raglan, mines en Afrique, etc.).

- Pour retenir les travailleurs à Sept-Îles, il faut encourager le développement de grands projets comme celui de Mine Arnaud.
- Les grandes entreprises ont de plus en plus recours au travail par rotation, soit le navettage (fly in, fly out). Même si cette façon de faire semble bonne pour les entreprises, elle est catastrophique pour le tissu économique et le développement des villes d'accueil. Cela peut même décourager les travailleurs en place et les inciter à faire pareil et ainsi entraîner l'exode d'une partie de la population.
- En ce qui concerne la mobilité de la main-d'œuvre, chaque région devrait privilégier ses travailleurs lorsqu'il y a un chantier sur son territoire surtout lorsque l'expertise existe dans la région.

Sources : Présentation – Portrait de l'évolution de la main-d'œuvre, capsules vidéo et période d'échanges.

Enjeux secteur main-d'œuvre

- Main-d'œuvre vieillissante : 45 % des employés en santé et services sociaux éligibles à la retraite d'ici cinq ans.
- Recrutement de main -d'œuvre dans le secteur de la santé et des services sociaux.
- Prioriser la main-d'œuvre locale disponible.
- Réduire le décrochage scolaire des jeunes.

Pistes d'action

- Identifier les secteurs économiques prometteurs notamment quant aux profils de formation requise.
- Encourager la présence des personnes de 55 ans et plus sur le marché du travail.

Secteur des transports

- Pendant la crise économique des années 90, les représentants politiques locaux et fédéraux de l'époque ont eu l'idée de doter Sept-Îles d'une infrastructure portuaire moderne en eau profonde dans le secteur de Pointe-Noire. La construction du quai de la Relance a constitué un outil pour permettre d'attirer de nouvelles entreprises. Aujourd'hui, ce quai est utilisé à pleine capacité.
- L'administration portuaire de Sept-Îles existe depuis 15 ans sous sa nouvelle entité. Il s'agit d'un outil de développement, d'une infrastructure stratégique.
- Le Port de Sept-Îles génère environ 28 Mt d'activités par année. Ce volume d'activité le classe au 2^e ou 3^e rang au niveau provincial et au 4^e ou 5^e rang au niveau national.
- Le chiffre d'affaires est de 10 à 12 M\$ par année. Les revenus autogénérés permettent de couvrir les activités d'investissement et de financement que le Port a fait au cours des dernières années. Avec les investissements privés, ce sont environ 500 M\$ qui ont été investis.
- Le Port est tributaire d'environ 4 000 emplois directs et indirects dans la région et près d'un milliard de dollars en retombées économiques annuelles.
- Le Port a entrepris en 2011 la construction d'un quai multiusager qui devrait être inauguré en 2015 pour répondre aux besoins de nouveaux projets (joueurs) dans le secteur minier. Cette infrastructure assurera le développement des activités portuaires pour les prochaines années. Cette infrastructure permettra

d'accueillir les plus grands navires existants. L'utilisation de ces grands vraquiers permet de diminuer les frais de transport de 30 % à 40 %, rendant les entreprises de la région encore plus concurrentielles.

- L'aéroport de Sept-Îles est le 3^e en importance au Québec. Il permet de desservir le Nord, l'Île-d'Anticosti ainsi que la Basse-Côte-Nord. Il s'agit également d'un des aéroports où il y a le plus de circulation d'hélicoptères au Canada. Dans les prochaines années, il faudrait déterminer comment cette infrastructure sera gérée (corporation municipale ou hybride - communauté innue et septilienne).
- La route 138 est un lien routier unique et linéaire sur la Côte-Nord. Elle est classée Route nationale jusqu'à l'aéroport de Sept-Îles.
- Le prolongement de la route 138 jusqu'à Blanc-Sablon permettrait de désenclaver la région ainsi que Terre-Neuve. Il y a entre 50 000 et 65 000 personnes par année qui traversent de Terre-Neuve à Blanc-Sablon. De plus, cela favoriserait des activités d'exploration minière et le développement touristique.
- Le prolongement de la route 138 ne relève plus du ministère des Transports. Son développement est désormais la responsabilité de la Société du Plan Nord.
- Le Centre de services de Sept-Îles du ministère des Transports couvre le territoire de Godbout à Rivière Pigou, incluant Schefferville, Matimekosh-Lac-John et Kawawachikamach. On y compte 46 employés, dont 25 occasionnels et saisonniers et 21 permanents. Le nombre d'effectifs est relativement stable depuis quelques années.
- En 2014, le ministère a procédé à des investissements de près de 31 M\$, avec, entre autres, les projets suivants : décohesionnement à l'ouest de Moisie, pont de la rivière Moisie et le remplacement de divers ponceaux.
- En 2015, la programmation actuelle prévoit des interventions pour environ 10 M\$ dans le secteur du Centre de services de Sept-Îles.
- En parallèle, le ministère travaille aussi sur des projets d'importance pour la ville de Sept-Îles : reconstruction du boulevard Laure et plan d'amélioration de la route 138 entre Baie-Comeau et Port-Cartier.

Sources : Présentation – Portrait du secteur des transports, capsule vidéo et période d'échanges.

Enjeux secteur transport

- Le maintien, la conservation et l'amélioration du réseau de transport en fonction des priorités.
- L'attraction et la rétention de la main-d'œuvre qualifiée.
- La fluctuation élevée des prix du marché des produits et services.

Pistes d'action

- Travailler en concertation avec le milieu.
- Utiliser la stratégie maritime comme levier de développement économique.

Secteur de la santé et des services sociaux

Services de santé

- Le Centre de santé et des services sociaux de Sept-Îles (CSSS-SI) est à vocation régionale.
- La localisation géographique et la convergence des transports (ferroviaire, maritime et aérien) font de Sept-Îles, la pierre centrale du développement dans le domaine de la santé pour offrir des services de 2^e ligne pour l'Est et le Nord du territoire.
- Le CSSS-SI œuvre dans 3 missions : services hospitaliers et d'urgence, santé physique qui inclut le volet de santé communautaire (CLSC) et les soins d'hébergement de longue durée.
- Le CSSS-SI dessert une clientèle de près de 28 225 personnes.
- Le CSSS-SI compte 1 000 employés auxquels s'ajoute un groupe de 70 médecins : une quarantaine de spécialistes et une vingtaine d'omnipraticiens. De plus, 7 nouveaux omnipraticiens s'ajouteront à l'équipe cet été. Plus de 70 % des médecins spécialistes en poste sur la Côte-Nord sont à Sept-Îles.
- Le budget de fonctionnement du CSSS-SI est d'environ 82 M\$ par année dont 80 % vont pour les ressources humaines (64 M\$). À cette somme, il faut ajouter 3 M\$ par année pour le maintien des actifs (équipements, immobilisation, etc.).
- Le taux de rétention dans les services offerts aux usagers à Sept-Îles est de 91 %. Sept-Îles enregistre 5 420 déplacements d'usagers en 2013-2014 totalisant un coût de 1,3 M\$.
- Environ le tiers (3 000) des 9 500 transports ambulanciers sur la Côte-Nord en 2013-2014 s'est fait sur le territoire de Sept-Îles.
- Le projet de réforme des services de la santé prévoit un seul centre intégré de santé et des services sociaux (CISSS) dont le siège social est à Baie-Comeau.
- À Sept-Îles comme ailleurs sur la Côte-Nord, il reste beaucoup de travail à faire dans le domaine des maladies chroniques et du cancer.
- Les principaux enjeux et défis dans le domaine de la santé et des services sociaux à Sept-Îles sont : l'agrandissement de la Résidence Gustave-Gauvreau (juin 2015) et un projet d'agrandissement du centre de santé, incluant des travaux importants au bloc opératoire et à l'urgence pour 51 M\$. Le CSSS-SI travaille également, en collaboration avec d'autres partenaires, à la mise en place d'un dispensaire urbain. Il y a aussi un projet d'unité de médecine familiale (UMF) en cours de développement pour Sept-Îles. Il faut également travailler sur la problématique d'hébergement pour les personnes âgées.

Services communautaires

- Sept-Îles compte 23 organismes communautaires sur les 99 recensés sur l'ensemble de la Côte-Nord et qui obtiennent 2,8 M\$ du total régional de 10,5 M\$.
- Le Centre d'action bénévole (CAB) est un organisme sans but lucratif qui œuvre dans 4 champs d'action : services aux individus, support aux bénévoles, support aux organismes et développement de l'action bénévole et communautaire.

- Le CAB aide entre 1 500 et 1 800 individus différents. L'organisme s'appuie sur une équipe de 140 bénévoles par année.
- Le budget requis annuellement par l'organisme est de 500 000 \$ à 550 000 \$ et celui-ci compte 8 employés à temps plein.
- Le CAB travaille sur 2 projets en particulier soit celui de travailleur de proximité pour les aînés ainsi que celui du bénévolat corporatif.

Sources : Présentation – Portrait du secteur de la santé et des services sociaux, capsule vidéo et période d'échanges.

Enjeux secteur santé et services sociaux

- Agrandissement de la Résidence Gustave-Gauvreau.
- Agrandissement du centre de santé pour 51 M\$.
- Hébergement pour personnes âgées.

Pistes d'action

- Mise en place d'un dispensaire urbain.
- Développer une unité de médecine familiale (UMF).

Secteur de l'éducation et de la recherche

Éducation

- La Commission scolaire du Fer (CSF) dessert une clientèle de niveau primaire, secondaire, adulte et offre aussi de la formation professionnelle. La clientèle se chiffre à environ 4 500 étudiants.
- Le nombre d'employés est de 700 personnes réparties à Sept-Îles, Port-Cartier et Fermont.
- Le budget annuel de la CSF est de 65 M\$, dont environ 45 M\$ en masse salariale.
- La majorité des achats se fait localement sauf pour certains items.
- La CSF travaille sur 2 projets d'envergure : la réfection de la piscine de Jean-du-Nord (3 M\$) et la rénovation du Centre de formation A. W. Gagné pour la formation professionnelle (5,5 M\$). De plus, il y a aussi un projet d'agrandissement du Centre pour offrir de nouvelles formations. Ce projet sera davantage élaboré en 2015.
- Le Cégep de Sept-Îles a 3 axes d'intervention : formation, recherche appliquée et services à la collectivité.
- Le Cégep de Sept-Îles accueille chaque année entre 700 et 750 étudiants à temps plein répartis dans 4 programmes préuniversitaires et 8 programmes techniques. Le Cégep possède une expertise (force) dans les programmes industriels lourds : la maintenance industrielle, l'électronique industrielle, la minéralurgie et les opérations ferroviaires.
- Les autochtones et les étudiants internationaux représentent respectivement 10 % de la clientèle étudiante du Cégep.

- Environ 150 étudiants à temps plein par année s'inscrivent à la formation continue. Les programmes de formation sont conçus en étroite collaboration avec les entreprises et organisations requérantes.
- Les dépenses de fonctionnement du Cégep de Sept-Îles en 2014-2015 se chiffrent à 15 M\$ dont 10 M\$ sont des salaires, car le Cégep compte environ 150 employés à temps plein et environ 180 employés à temps partiel, incluant les chargés de cours. Les dépenses d'investissement pour la même période sont de 8,5 M\$.
- Le Cégep de Sept-Îles projette la mise en place de plusieurs nouvelles infrastructures qui sont présentement à l'étude.
- Habituellement, les cégeps et les universités travaillent en silo, car ce sont 2 ordres d'enseignement. À Sept-Îles, il y a une optimisation des services collégiaux et universitaires. Il s'agit d'un modèle innovateur au Québec en termes d'intégration des services d'enseignement supérieur.
- Les activités de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) sur l'est de la Côte-Nord remontent à plus de 40 ans au cours desquels 80 programmes différents y ont été offerts et 2 500 personnes différentes ont été diplômées dont 500 au cours des 10 dernières années. En ce moment, il y a environ 345 étudiants inscrits au pavillon de Sept-Îles, soit l'équivalent de 135 étudiants à temps complet.
- Le Pavillon Alouette constitue un don fait par la compagnie Alouette à la communauté de Sept-Îles. Il s'agit d'un outil de développement incontestable qui permet de consolider les efforts universitaires au niveau de la recherche et de l'enseignement.

Recherche et transfert technologique

- L'Institut technologique en maintenance industrielle (ITMI) est un centre collégial de transfert technologique (CCTT). Il en existe 46 au Québec et chacun œuvre dans un domaine spécifique. L'ITMI est rattaché au Cégep de Sept-Îles.
- La maintenance doit être vue comme un investissement dans les activités des entreprises pour améliorer leur compétitivité.
- Le Centre d'aide technologique aux entreprises de la Côte-Nord (CATE-CN) a comme mission d'aider et de supporter les entreprises, les organisations et les personnes pour améliorer leur expertise, leurs procédés ou leurs produits. Le CATE-CN travaille au niveau de la fiabilité des actifs, de l'innovation durable et de l'excellence opérationnelle.
- Le CATE-CN travaille sur un projet de fabrication de wagons en aluminium, donc un projet local de 2^e et 3^e transformation. L'organisation développe aussi l'utilisation de l'expertise des drones pour des activités d'arpentage ou d'inspection des installations, etc.
- Le Cégep accueille plusieurs unités de recherche en maintenance industrielle : ITMI, chaire industrielle de recherche en exploitation et maintenance ferroviaire, unité de recherche en énergie, etc. Le volume d'affaires est estimé en 2014-2015 à 1,5 M\$ dont environ 80 % sont en budget de recherche (fonds d'organismes subventionnaires).
- Il y a aussi des créneaux de recherche en environnement et santé au travail avec l'INREST ainsi qu'en écriture nord-côtière. Il y a aussi des créneaux de recherche émergents en soins infirmiers en dispensaire, en habitat en milieu nordique, en développement des communautés autochtones, en minéralurgie et métallurgie ainsi qu'en pêche et aquaculture.

- Plusieurs activités de recherche en collaboration avec l'UQAC se réalisent à Sept-Îles : grille de développement durable, chaire Alouette sur les anodes de carbone, projets avec la communauté autochtone (ex. : arts).

Sources : Présentation – Enseignement supérieur et recherche, capsule vidéo et période d'échanges.

Enjeux secteur éducation et recherche

- Développer un centre de formation et de recherche des premières nations de la Côte-Nord.
- Mandater l'INREST pour qu'il devienne le point d'ancrage d'un éventuel centre de développement en biologie marine et conseiller scientifique en environnement et en santé au travail pour les organismes gouvernementaux dans le développement du Plan Nord.
- Proposer des projets concertés en concertation avec le milieu de la recherche pour faire émerger de nouveaux créneaux industriels basés sur l'expertise de nos PME.
- Mieux faire connaître aux citoyens les infrastructures et les services d'enseignement pour qu'ils en soient des ambassadeurs.

Pistes d'action

- Incubateur technologique.
- Gymnase multifonctionnel.
- Bibliothèque 2.0.
- Construire un laboratoire additionnel en technologie d'électronique industrielle.
- Offrir des formations professionnelles adaptées au métier en pénurie sur la Côte-Nord (vitrier, monteurs-mécaniciens, mécanicien en protection incendie, carreleurs, monteurs de ligne, etc.) et limiter la fréquence des formations pour les métiers qui ont trop d'offres (charpenterie, mécanique de véhicules lourds, etc.).

Remerciements

Outre, les conférencières et conférenciers, l'animateur, les panélistes, les participantes et participants aux capsules vidéo et à cet événement, des remerciements vont aux personnes suivantes pour leur travail.

Comité organisateur

Denis Cléments, Ville de Sept-Îles

Émilie Paquet, Chambre de commerce de Sept-Îles

Guy Bouchard, Développement Économique Sept-Îles

Luc Dion, Développement Économique Sept-Îles

Réjean Porlier, Ville de Sept-Îles

Sylvain Larivière, Développement Économique Sept-Îles

Coordination de l'événement

Mireille Joncas, consultante en planification et développement

Capsules vidéo

Capsules vidéo sous la direction de Christian Denis

Production, Optik360

Narratrice, Emy-Jane Dery

Prise de notes

Karoline Gilbert, Conférence régionale des élus de la Côte-Nord

Éclairage, sonorisation, webdiffusion et télédiffusion

Éclairage et sonorisation : Actions Musique

Webdiffusion : MapDesign

Télédiffusion : TVCogeco

Photographie et impressions

Photographie : Michel Frigon

Impressions : Imprimerie B.E.

Lieu de l'événement, repas et pauses-café

Lieu : Centre des congrès de Sept-Îles

Repas et pauses-café : Mel traiteur

Également, sincères remerciements à tout le personnel de Développement Économique Sept-Îles.

Développement Économique Sept-Îles
700, boul. Laure, bur. 231
Sept-Îles (Québec) G4R 1Y1
Tél. 418 962-7677 | Fax : 418 968-2084
desi@deseptiles.com | www.deseptiles.com